

Die Ministerin für Gesundheit, soziale Maßnahmen und Chancengleichheit

Frau E. TILLIEUX

Der Minister für Umwelt, Raumordnung und Mobilität

Ph. HENRY

Der Minister für öffentliche Arbeiten, Landwirtschaft, ländliche Angelegenheiten, Natur, Forstwesen und Erbe

C. DI ANTONIO

—
Fußnote

(1) *Sitzungsperiode 2013-2014.*

Dokumente des Wallonischen Parlaments, 961 (2013-2014), Nrn. 1 bis 3.

Ausführliches Sitzungsprotokoll, Plenarsitzung vom 12. März 2014.

Diskussion. — Abstimmung.

—
VERTALING

WAALSE OVERHEIDSDIENST

[C – 2014/27105]

13 MAART 2014. — Decreet houdende instemming met de Luchtvervoersovereenkomst tussen de Europese Gemeenschap en haar lidstaten en Canada, opgemaakt te Brussel op 17 december 2009 (1)

Het Waals Parlement heeft aangenomen en Wij, Regering, bekrachtigen hetgeen volgt :

Enig artikel. De Luchtvervoersovereenkomst tussen de Europese Gemeenschap en haar lidstaten en Canada, opgemaakt te Brussel op 17 december 2009, zal volkomen gevolg hebben.

Kondigen dit decreet af, bevelen dat het in het *Belgisch Staatsblad* zal worden bekendgemaakt.

Namen, 13 maart 2014.

De Minister-President,

R. DEMOTTE

De Minister van Duurzame Ontwikkeling en Ambtenarenzaken,

J.-M. NOLLET

De Minister van Begroting, Financiën, Tewerkstelling, Vorming en Sport,

A. ANTOINE

De Minister van Economie, KMO's, Buitenlandse Handel en Nieuwe Technologieën,

J.-Cl. MARCOURT

De Minister van de Plaatselijke Besturen en de Stad,

P. FURLAN

De Minister van Gezondheid, Sociale Actie en Gelijke Kansen,

Mevr. E. TILLIEUX

De Minister van Leefmilieu, Ruimtelijke Ordening en Mobiliteit,

Ph. HENRY

De Minister van Openbare Werken, Landbouw, Landelijke Aangelegenheden, Natuur, Bossen en Erfgoed,

C. DI ANTONIO

—
Nota

(1) *Zitting 2013-2014.*

Stukken van het Waals Parlement 961 (2013-2014), nrs. 1 tot 3.

Volledig verslag, openbare zitting van 12 maart 2014.

Bespreking. — Stemming.

SERVICE PUBLIC DE WALLONIE

[2014/202017]

13 MARS 2014. — Arrêté du Gouvernement wallon instaurant une prime à la réhabilitation de logements améliorables

Le Gouvernement wallon,

Vu le Code wallon du Logement et de l'Habitat durable, les articles 16, 24, 25, 26, 27 et 28 modifiés par l'article 26 du décret du 12 février 2012;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 21 janvier 1999 instaurant une prime à la réhabilitation de logements améliorables situés dans la Région wallonne modifié par les arrêtés du 7 septembre 2000, du 27 mars 2001, du 13 décembre 2001, du 29 novembre 2007, du 31 janvier 2008, du 19 mars 2009, du 4 février 2010, du 9 septembre 2010, du 15 décembre 2011 et du 20 septembre 2012;

Vu l'avis de l'Inspection des Finances, donné le 30 octobre 2013;

Vu l'accord du Ministre du Budget, donné le 14 novembre 2013;

Vu l'avis 54.538/4 du Conseil d'Etat, donné le 29 janvier 2014 en application de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 1^o, des lois sur le Conseil d'Etat coordonnées le 12 janvier 1973;

Sur la proposition du Ministre qui a le Logement dans ses attributions;

Après délibération,

Arrête :

Article 1^{er}. Pour l'application du présent arrêté, il y a lieu d'entendre par:

1° Ministre: le Ministre qui a le Logement dans ses attributions;

2° administration: la Direction générale opérationnelle Aménagement du Territoire, Logement, Patrimoine et Energie;

3° code : le Code wallon du Logement et de l'Habitat durable;

4° estimateur : la personne physique désignée par le Ministre au titre d'estimateur public:

a) parmi les agents de l'administration;

b) parmi les personnes désignées par la Société wallonne du Crédit social ou le Fonds du Logement des Familles nombreuses de Wallonie, selon que le demandeur sollicite un prêt à taux réduit auprès de l'un ou l'autre de ces organismes;

5° entrepreneur : personne qui fournit et facture au demandeur les travaux et prestations éligibles en vertu du présent arrêté;

6° revenus : les revenus imposables globalement afférents à l'avant-dernière année précédant la date de la demande, tels qu'ils apparaissent sur l'avertissement extrait de rôle ou tout certificat assimilé. Pour les personnes bénéficiant de traitements, salaires ou émoluments exempts d'impôts nationaux, le demandeur produit une attestation du débiteur de revenus mentionnant la totalité des traitements, salaires ou émoluments perçus, de façon à permettre la détermination de la base taxable, telle qu'elle se serait présentée si les revenus concernés avaient été soumis à l'impôt sous le régime du droit commun.

Pour l'application de l'alinéa 1^{er}, il n'est pas tenu compte des allocations familiales ou d'orphelins.

Pour la détermination des revenus visés à l'alinéa 1^{er}, sont pris en considération tous les revenus du demandeur et de son ménage sur base de la composition de ménage.

Les revenus sont diminués de 1.860 euros par enfant à charge. Ce montant est adapté conformément à l'arrêté du Gouvernement wallon du 13 novembre 2008, article 4, c).

En cas de séparation du demandeur entre l'année de référence des revenus et l'introduction de la demande, les revenus pris en considération font abstraction de l'application éventuelle du quotient conjugal.

Art. 2. § 1^{er}. Aux conditions fixées par le présent arrêté, la Région accorde une prime aux ménages qui réhabilitent un logement améliorable.

§ 2. Si le demandeur ou un membre de son ménage sur base de la composition de ménage, ou un copropriétaire, introduit une nouvelle demande avant la notification d'octroi de la ou des primes précédemment sollicitées ou au cours de la période de quatre ans débutant à la date de la notification :

1° le montant de la prime visé à l'article 7, § 1^{er}, auquel il peut prétendre, ajouté à celui ou ceux de la ou des primes précédemment sollicitées, ne peut pas excéder selon les critères fixés à l'article 7, § 1^{er}, soit :

a) 750 euros;

b) 1.480 euros;

c) 2.230 euros;

d) 2.980 euros;

2° la superficie des menuiseries extérieures prise en compte en application de l'article 7, § 6, ajoutée à celle prise en compte dans les dossiers précédents pour lesquels la demande a été introduite à partir du 1^{er} mai 2010, ne peut pas dépasser 40 m².

La demande visée à l'alinéa 1^{er} est introduite pour un même logement et soit :

1° en application du présent arrêté;

2° en application de l'arrêté du Gouvernement wallon du 21 janvier 1999 instaurant une prime à la réhabilitation de logements améliorables.

§ 3. Pour chaque demande de prime, le montant des travaux pris en considération est au minimum de 2.000 euros hors T.V.A., sauf si les travaux ont été exécutés, en tout ou en partie, à partir de matériaux acquis par le demandeur, mis en œuvre dans le logement, et dont l'achat est attesté par des factures dont le montant s'élève à 1.000 euros hors T.V.A minimum.

Le montant minimum de 2.000 euros visé à l'alinéa 1^{er} est ramené à 1.000 euros quand il concerne des travaux de remplacement de menuiseries extérieures et à 500 euros pour les travaux visant à remédier à la présence de radon.

Le coût de l'audit énergétique visé à l'article 7, § 5, n'est pas inclus dans le montant des travaux pris en considération.

§ 4. Pour les mêmes travaux, la prime ne peut être cumulée avec aucune autre aide octroyée par la Région wallonne.

§ 5. Pour quelques travaux que ce soit effectués au même logement, le demandeur ou un membre de son ménage sur base de la composition de ménage ou un copropriétaire ayant bénéficié d'une prime à la restructuration instaurée par la Région wallonne et dont la notification définitive d'octroi est postérieure au 1^{er} décembre 1996, ne peut pas introduire une demande de prime en application du présent arrêté. Cette disposition ne s'applique pas pour les travaux de remplacement de menuiseries extérieures.

Art. 3. Tout demandeur peut faire appel à un estimateur pour déterminer les causes d'insalubrité du logement objet de la demande et les travaux permettant d'y remédier.

Par dérogation à l'alinéa 1^{er}, la réalisation d'une enquête préalable par un estimateur est obligatoire dans certains cas déterminés par le Ministre.

Lorsqu'un estimateur est intervenu en application de l'alinéa 2, l'ensemble des travaux prévus dans son rapport doivent être réalisés et facturés dans les deux ans à dater du rapport.

Art. 4. A la date de la demande de prime, le demandeur :

1° est âgé de 18 ans au moins ou est mineur émancipé;

2° est titulaire d'un droit réel sur le logement objet de la demande;

3° consent à la visite du logement par les délégués du Ministre désignés au sein de l'administration, chargés de contrôler le respect des conditions d'octroi de la prime, et ce, jusqu'au terme d'une période de cinq ans à dater de la notification définitive d'octroi.

Art. 5. Le logement objet de la demande doit être affecté et destiné en ordre principal à l'habitation tant au niveau de sa superficie qu'en matière fiscale; dans les douze mois de la demande, il doit être occupé à titre de résidence principale ou avoir comme vocation principale de loger un ou plusieurs étudiants.

La date de l'accusé de réception de la première demande de permis d'urbanisme du logement objet de la demande doit être antérieure au 1^{er} décembre 1996.

Par dérogation à l'alinéa 2, en cas de division d'un logement unifamilial en plusieurs logements, chacun des logements peut faire l'objet d'une demande à condition que la superficie utilisable des pièces d'habitation qui le composent atteigne les minima fixés par le Ministre en matière d'occupation du logement et que le logement soumis à la division réponde à la condition fixée à l'alinéa 2.

Art. 6. Les travaux de réhabilitation figurent dans la liste des ouvrages subsidiables établie par le Ministre.

Ne sont pas prises en considération les factures relatives à des travaux ou à la mise en œuvre de matériaux nécessitant un permis d'urbanisme en application du Code wallon de l'Aménagement du Territoire, de l'Urbanisme, du Patrimoine et de l'Énergie pour lesquels le permis n'a pas été délivré ou respecté.

Art. 7. § 1^{er}. Sans préjudice des dispositions de l'article 2, § 2, le montant de la prime est fixé de la manière suivante, sauf pour les travaux de remplacement de menuiseries extérieures, d'isolation du toit, des murs extérieurs et des planchers du logement :

1° 10 pour cent du montant hors T.V.A. des factures prises en considération, sans excéder 750 euros;

2° pour autant que le demandeur et, le cas échéant, un ou des membres de son ménage sur base de la composition de ménage, détiennent la pleine propriété ou le plein usufruit du logement et qu'ils puissent fournir la preuve de la totalité de leurs revenus tels que définis à l'article 1^{er}, 6° :

a) 20 pour cent du montant hors T.V.A. des factures prises en considération, sans excéder 1.480 euros, si les revenus sont compris entre 20.000,01 euros et 31.000 euros quand le demandeur est isolé et entre 25.000,01 euros et 37.500 euros quand le demandeur n'est pas isolé sur base de la composition de ménage;

b) 30 pour cent du montant hors T.V.A. des factures prises en considération, sans excéder 2.230 euros, si les revenus sont compris entre 10.000,01 euros et 20.000 euros quand le demandeur est isolé et entre 13.650,01 euros et 25.000 euros quand le demandeur n'est pas isolé sur base de la composition de ménage;

c) 40 pour cent du montant hors T.V.A. des factures prises en considération, sans excéder 2.980 euros, si les revenus ne dépassent pas 10.000 euros quand le demandeur est isolé et 13.650 euros si le demandeur n'est pas isolé sur base de la composition de ménage.

Les montants visés sous a), b), c), sont adaptés conformément à l'arrêté du Gouvernement wallon du 13 novembre 2008, article 4, c).

§ 2. Pour le demandeur occupant personnellement le logement objet de la demande, le montant de la prime déterminé conformément au § 1^{er} est majoré de 20 pour cent par enfant à charge tel que défini à l'article 1^{er}, 32°, du code à la date de la demande.

§ 3. Le montant de la prime, en ce compris la majoration visée au § 2 ne peut pas excéder les deux tiers du montant hors T.V.A. des factures prises en considération.

§ 4. Dans le cas où le demandeur effectue les travaux d'isolation de la toiture, des murs extérieurs ou des planchers du logement, le montant de la prime qui est déterminé conformément aux paragraphes 1^{er} à 3, est majoré d'un montant qui est déterminé par les articles 5 à 8 de l'arrêté ministériel du 22 mars 2010 relatif aux modalités et à la procédure d'octroi des primes visant à favoriser l'utilisation rationnelle de l'énergie tandis que les majorations visées à l'article 6, §§ 3 à 5, et à l'article 7, §§ 3 et 4, sont également accordées lorsque le demandeur et, le cas échéant, un ou des membres de son ménage sur base de la composition de ménage, détiennent la pleine propriété ou le plein usufruit du logement.

§ 5. En cas d'isolation des murs et/ou des planchers, un audit énergétique préalable du logement, réalisé conformément à la procédure déterminée par l'arrêté du Gouvernement wallon du 1^{er} juin 2006 fixant les modalités d'agrément des auditeurs pour la réalisation d'audits énergétiques dans le secteur du logement ou par l'arrêté du Gouvernement wallon du 15 novembre 2012 relatif à l'audit énergétique d'un logement et l'arrêté ministériel du 15 juillet 2013 définissant les différentes catégories d'audit énergétique visées à l'article 4 de l'arrêté du Gouvernement wallon du 15 novembre 2012 relatif à l'audit énergétique d'un logement est indispensable. Dans ce cas, le montant de la prime qui est déterminé conformément aux paragraphes 1^{er} à 4, est augmenté du coût, T.V.A. comprise, de cet audit, à concurrence des montants figurant dans le tableau ci-après :

Taux de prime	10 et 20 pour cent	30 pour cent	40 pour cent
Audit énergétique	60 pour cent avec un maximum de 360 euros	70 pour cent avec un maximum de 420 euros	80 pour cent avec un maximum de 480 euros

§ 6. Le montant de la prime pour les travaux de remplacement de menuiseries extérieures est réservé aux travaux exécutés par un entrepreneur et est fixé de la manière suivante en tenant compte des paramètres visés au paragraphe 1^{er} :

Taux de prime	10 et 20 pour cent	30 pour cent	40 pour cent
Montant de la prime	45 euros/m ²	50 euros/m ²	60 euros/m ²

La surface prise en compte est celle des baies des menuiseries extérieures placées et un maximum de 40 m² est pris en considération pour la détermination du montant de la prime. Lorsque seul le vitrage est remplacé, les dimensions extérieures des châssis ne sont pas prises en considération pour le calcul de la prime.

Art. 8. § 1^{er}. La demande de prime est adressée à l'administration au moyen du formulaire établi par celle-ci.

§ 2. Pour être considérée comme complète, la demande de prime comporte :

1° l'identification précise du logement à réhabiliter;

2° l'extrait du registre de la population établissant la composition du ménage du demandeur entre la date de la facture finale et la date de la demande;

3° une déclaration sur l'honneur attestant :

a) que la date de l'accusé de réception de la première demande de permis d'urbanisme du logement objet de la demande est antérieure au 1^{er} décembre 1996;

b) que, dans les douze mois de la demande, le logement sera occupé à titre de résidence principale ou aura comme vocation principale de loger un ou plusieurs étudiants;

c) la nature des droits réels du demandeur sur le logement;

4° le devis détaillé des ouvrages subsidiables définis par le Ministre sauf pour les travaux réalisés en main d'œuvre personnelle;

5° les factures des ouvrages subsidiables définis par le ministre;

6° l'annexe technique dûment complétée lorsqu'elle est exigée par le ministre;

7° le rapport préalable et obligatoire conformément à l'article 3, alinéa 2, rédigé par un estimateur certifiant que le logement est reconnu améliorable et dressant la liste des travaux de réhabilitation tels que définis par le Ministre;

8° lorsque la prime est sollicitée en fonction des revenus conformément à l'article 7, § 1^{er}, 2°, ou lorsque la majoration prévue à l'article 7, § 2, est sollicitée :

a) une copie de l'avertissement-extrait de rôle relatif aux revenus; à défaut, tout autre document probant permettant de déterminer la totalité des revenus de l'année de référence;

b) l'attestation ou les attestations relatives aux allocations familiales perçues par le demandeur ou les membres de son ménage sur base d'une composition de ménage, dûment complétées, en ce compris par les mentions nécessaires au bénéfice de l'application de l'article 1^{er}, 32°, alinéa 2, du code, enfant à charge handicapé, par la Caisse d'allocation familiales, par la Caisse d'assurances sociales pour travailleurs indépendants, ou par tout autre organisme compétent;

c) pour l'application de l'article 1^{er}, 33°, du code, personne handicapée, l'attestation du Service public fédéral Sécurité sociale établissant la qualité de personne handicapée et précisant le taux de handicap reconnu.

Dans le cas où le Ministre estime que l'administration peut obtenir directement auprès de sources authentiques d'autres administrations ou organismes, les données nécessaires à l'examen de la demande, il peut dispenser le demandeur de les transmettre à l'administration.

§ 3. La demande de prime doit être introduite dans les quatre mois de la date de la facture finale de chaque ouvrage subsidiable mentionné dans la liste établie par le Ministre.

Par dérogation à l'alinéa 1^{er}, dans les cas visés à l'article 3, alinéa 2, la demande de prime relative aux ouvrages déterminés dans le rapport, doit être introduite dans les quatre mois de la date de la facture finale du dernier ouvrage réalisé.

Lorsque la demande est introduite plus de cinquante jours après la date de la facture finale des ouvrages subsidiables et qu'elle est incomplète ou nécessite des pièces justificatives jugées indispensables à la compréhension ou à la vérification des éléments contenus dans le dossier, le demandeur dispose, pour notifier l'ensemble des informations requises, d'un délai de septante jours prenant cours le lendemain de la date de l'envoi de l'avis de réception visé à l'alinéa 1^{er} de l'article 26 du code.

Le défaut de notification de l'ensemble des informations demandées dans les délais prescrits à l'alinéa 1^{er} et à l'alinéa 2, entraîne le rejet du dossier ou à défaut de notification des pièces sollicitées au 8°, le refus d'une prime d'un montant supérieure à celui fixé à l'article 7, § 1^{er}, 1°.

§ 4. La date de la demande est celle du cachet de la poste apposé sur l'envoi contenant l'ensemble des documents requis ou, le cas échéant, les éléments réclamés visés au paragraphe 4, alinéa 2, rendant la demande complète.

Art. 9. L'administration peut demander la réalisation d'une enquête par un estimateur destinée à confirmer la conformité des travaux réalisés aux exigences de la réglementation.

Lorsque l'administration décide de réaliser une enquête conformément à l'alinéa 1^{er}, elle notifie au demandeur sa décision définitive d'octroi détaillant le calcul du montant de la prime à lui verser, ou l'informe des motifs pour lesquels la notification ne lui est pas délivrée dans les trois mois de la réception du rapport d'enquête.

Lorsque l'estimateur constate que tous les travaux facturés n'ont pas été réalisés ou que le travail presté n'a pas abouti à la suppression du facteur d'insalubrité concerné, l'administration peut accorder une prolongation du délai d'exécution des travaux d'une durée maximale de douze mois.

Art. 10. Dans les trois mois de la date de la demande, l'administration notifie au demandeur sa décision définitive d'octroi détaillant le calcul du montant de la prime octroyée, ou l'informe des motifs pour lesquels la notification ne lui est pas délivrée, sauf le cas prévu à l'article 9, alinéa 2.

Si le demandeur n'a pas bénéficié de la prime prévue à l'article 7, § 1^{er}, 2°, § 4 et § 6, ou d'une des majorations visées à l'article 7, § 2, § 4 et § 5, qu'il estime être en droit de revendiquer, il fait parvenir à l'administration tout document établissant le droit à cette prime ou à cette majoration au plus tard un mois après l'envoi de la notification visée à l'alinéa 1^{er} ou à l'article 9, alinéa 2.

Le recours prévu à l'article 27 du code est introduit auprès du Ministre par un courrier motivé à l'administration.

Art. 11. Les prestations de l'estimateur sont gratuites.

L'estimateur ne peut pas agir en cette qualité pour sa propre demande de prime, ni pour celle d'un parent ou allié jusqu'au deuxième degré inclusivement.

Les travaux de réhabilitation ne peuvent pas être exécutés par une entreprise dans laquelle l'estimateur a un intérêt personnel soit directement, soit indirectement.

Art. 12. Le bénéficiaire d'une prime est tenu de la rembourser:

1° lorsqu'il s'avère, au terme du contrôle visé à l'article 4, 3°, que les conditions d'octroi n'ont pas été respectées;

2° en cas de déclaration inexacte ou incomplète en vue d'obtenir la prime ou toute majoration de prime accordée par le présent arrêté.

Le recours prévu à l'article 28 du code est introduit auprès du Ministre par un courrier motivé à l'administration.

Le recouvrement est exécuté à l'initiative de l'administration, par le Département de la Trésorerie de la Direction générale transversale Budget, Logistique et Technologies de l'Information et de la Communication du Service public de Wallonie.

Art. 13. L'arrêté du Gouvernement wallon du 21 janvier 1999 instaurant une prime à la réhabilitation de logements améliorables situés dans la Région wallonne, modifié par les arrêtés du 7 septembre 2000, du 27 mars 2001, du 13 décembre 2001, du 29 novembre 2007, du 31 janvier 2008, du 19 mars 2009, du 4 février 2010, du 9 septembre 2010, du 15 décembre 2011 et du 20 septembre 2012 est abrogé.

A titre transitoire, l'arrêté visé à l'alinéa 1^{er} reste applicable aux demandes de primes introduites antérieurement à son abrogation.

Si le demandeur ou un membre de son ménage sur base de la composition de ménage, ou un copropriétaire, introduit une nouvelle demande avant la notification d'octroi de la ou des primes précédemment sollicitées sur base de l'arrêté visé à l'alinéa 1^{er} ou au cours de la période de quatre ans débutant à la date de la notification octroyée sur la base de l'arrêté visé à l'alinéa 1^{er}, les limites fixées à l'article 2, § 2, sont applicables.

Art. 14. Le présent arrêté entre en vigueur le 1^{er} septembre 2014.

Art. 15. Le Ministre qui a le Logement dans ses attributions est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Namur, le 13 mars 2014.

Le Ministre-Président,
R. DEMOTTE

Le Ministre du Développement durable et de la Fonction publique,
J.-M. NOLLET

ÜBERSETZUNG

ÖFFENTLICHER DIENST DER WALLONIE

[2014/202017]

**13. MÄRZ 2014 — Erlass der Wallonischen Regierung
zur Einführung einer Prämie für die Sanierung verbesserungsfähiger Wohnungen**

Die Wallonische Regierung,

Aufgrund des Wallonischen Gesetzbuches über das Wohnungswesen und die Nachhaltigkeit der Wohnverhältnisse, Artikel 16, 24, 25, 26, 27 und 28 abgeändert durch Artikel 26 des Dekrets vom 12. Februar 2012;

Aufgrund des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 21. Januar 1999 zur Einführung einer Prämie für die Sanierung verbesserungsfähiger Wohnungen, die in der Wallonischen Region gelegen sind, abgeändert durch die Erlasse vom 7. September 2000, vom 27. März 2001, vom 13. Dezember 2001, vom 29. November 2007, vom 31. Januar 2008, vom 19. März 2009, vom 4. Februar 2010, vom 9. September 2010, vom 15. Dezember 2011 und vom 20. September 2012;

Aufgrund des am 30. Oktober 2013 abgegebenen Gutachtens der Finanzinspektion;

Aufgrund des am 14. November 2013 gegebenen Einverständnisses des Ministers für Haushalt;

Aufgrund des am 29. Januar 2014 in Anwendung von Artikel 84, § 1, Absatz 1, 1° der am 12. Januar 1973 koordinierten Gesetze über den Staatsrat abgegebenen Gutachtens des Staatsrates Nr. 54.538/4;

Auf Vorschlag des Ministers, zu dessen Zuständigkeitsbereich das Wohnungswesen gehört;

Nach Beratung,

Beschließt:

Artikel 1 - Zwecks Anwendung des vorliegenden Erlasses gelten folgende Definitionen:

1° Minister: der Minister, zu dessen Zuständigkeitsbereich das Wohnungswesen gehört;

2° Verwaltung: die Operative Generaldirektion "Raumordnung, Wohnungswesen, Erbe und Energie";

3° Gesetzbuch: das Wallonische Gesetzbuch über das Wohnungswesen und die Nachhaltigkeit der Wohnverhältnisse;

4° Taxator: die natürliche Person, die vom Minister als öffentlicher Taxator bezeichnet wird:

a) unter den Bediensteten der Verwaltung;

b) unter den von der "Société wallonne du Crédit social" (Wallonische Sozialkreditgesellschaft) oder von dem "Fonds du Logement des Familles nombreuses de Wallonie" (Wohnungsfonds der kinderreichen Familien der Wallonie) bezeichneten Personen, je nachdem ob der Antragsteller ein zinsverbilligtes Darlehen bei der einen oder bei der anderen dieser Einrichtungen beantragt;

5° Unternehmer: Person, die für den Antragsteller die aufgrund des vorliegenden Erlasses zulässigen Arbeiten leistet und Dienstleistungen erbringt und in Rechnung stellt;

6° Einkommen: das Einkommen des vorletzten Jahres vor dem Antragsdatum, so wie es auf dem Steuerbescheid der Heberolle oder auf jeder gleichgestellten Bescheinigung erscheint. Für die Personen, die Gehälter, Löhne oder Nebeneinkünfte, die auf nationaler Ebene steuerfrei sind, beziehen, muss der Antragsteller eine Bescheinigung des Lohnschuldners beibringen, in der alle bezogenen Gehälter, Löhne bzw. Nebeneinkünfte angegeben sind, damit auf dieser Basis die Grundlage ermittelt werden kann, die besteuert worden wäre, wenn dieses Einkommen nach dem gemeinrechtlichen System steuerlich erfasst worden wäre.

Für die Anwendung von Absatz 1 werden die Kinder- und Waisenzulagen nicht in Betracht gezogen.

Für die Bestimmung des in Absatz 1 erwähnten Einkommens wird das Gesamteinkommen des Antragstellers und seines Haushalts aufgrund der Haushaltszusammensetzung berücksichtigt.

Das Einkommen wird um 1.860 Euro pro unterhaltsberechtigtes Kind herabgesetzt. Dieser Betrag wird gemäß dem Erlass der Wallonischen Regierung vom 13. November 2008, Art. 4, c) angepasst.

Bei einer Trennung des Antragstellers zwischen dem Bezugsjahr für das Einkommen und der Antragstellung wird beim berücksichtigten Einkommen von der eventuellen Anwendung des Ehepaarquotienten abgesehen.

Art. 2 - § 1. Unter den in dem vorliegenden Erlass festgelegten Bedingungen gewährt die Region eine Prämie den Haushalten, die eine verbesserungsfähige Wohnung sanieren.

§ 2. Wenn der Antragsteller oder ein Mitglied seines Haushalts aufgrund der Haushaltszusammensetzung oder ein Miteigentümer vor der Notifizierung des Beschlusses zur Gewährung der vorher schon beantragten Prämie(n) oder im Laufe des Zeitraums von 4 Jahren ab dem Tag dieser Notifizierung einen neuen Antrag einreicht,

1° darf der in Artikel 7, § 1 erwähnte Prämienbetrag, auf den er Anspruch haben kann, zuzüglich der Beträge der früher beantragten Prämie(n) je nach den in Artikel 7, § 1 erwähnten Kriterien die folgenden Beträge nicht überschreiten:

a) 750 Euro;

b) 1.480 Euro;

c) 2.230 Euro;

d) 2.980 Euro;

2° die in Anwendung von Artikel 7, § 6 berücksichtigte Fläche der Außentüren- und -fensterrahmen, zuzüglich der Fläche, die in den vorigen Akten, für welche der Antrag ab dem 1. Mai 2010 eingereicht wurde, berücksichtigt wurde, darf 40 m² nicht überschreiten.

Der in Absatz 1 erwähnte Antrag wird für dieselbe Wohnung eingereicht und zwar entweder:

1° in Anwendung des vorliegenden Erlasses;

2° oder in Anwendung des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 21. Januar 1999 zur Einführung einer Prämie für die Sanierung verbesserungsfähiger Wohnungen.

§ 3. Für jede Prämie beläuft sich der Betrag der berücksichtigten Arbeiten mindestens auf 2.000 Euro außer MwSt., außer wenn die Arbeiten ganz oder teilweise mit Materialien ausgeführt worden sind, die vom Antragsteller angeschafft und in der Wohnung eingebaut worden sind und deren Anschaffung mit Rechnungen belegt wird, deren Betrag mindestens 1.000 Euro außer MwSt. erreicht.

Der in Absatz 1 erwähnte Mindestbetrag von 2.000 Euro wird auf 1.000 Euro herabgesetzt, wenn er Arbeiten zur Ersetzung der Außentüren- und Fensterrahmen betrifft, und auf 500 Euro für Arbeiten zur Lösung des Problems des Vorkommens von Radon.

Die Kosten des in Artikel 7, § 5 erwähnten Energieaudits sind im Betrag der berücksichtigten Arbeiten nicht inbegriffen.

§ 4. Für dieselben Arbeiten darf die Prämie zusammen mit keiner anderen, von der Wallonischen Region gewährten Beihilfe bezogen werden.

§ 5. Für Arbeiten, die an derselben Wohnung ausgeführt werden, ungeachtet der Art dieser Arbeiten, darf der Antragsteller oder ein Mitglied seines Haushalts aufgrund der Haushaltszusammensetzung oder ein Miteigentümer, der bzw. das eine von der Wallonischen Region eingeführte Umgestaltungsprämie schon erhalten hat, deren endgültige Gewährungsnotifizierung nach dem 1. Dezember 1996 liegt, keinen Prämienantrag in Anwendung des vorliegenden Erlasses einreichen. Diese Bestimmung findet keine Anwendung auf die Arbeiten für den Ersatz der Außentüren- und Fensterrahmen.

Art. 3 - Jeder Antragsteller kann einen Taxator heranziehen, um die Ursachen der gesundheitlichen Unzuverlässigkeit der Wohnung, die Gegenstand des Antrags ist, sowie die Arbeiten zu deren Aufhebung zu bestimmen.

In Abweichung von Absatz 1 ist die Durchführung einer vorherigen Untersuchung durch einen Taxator in bestimmten, von dem Minister festgelegten Fällen vorgeschrieben.

Wenn ein Taxator in Anwendung von Absatz 2 eingetreten ist, müssen alle in seinem Bericht vorgesehenen Arbeiten innerhalb von zwei Jahren nach dem Bericht durchgeführt und in Rechnung gestellt werden.

Art. 4 - Am Tag der Beantragung der Prämie muss der Antragsteller:

1° wenigstens 18 Jahre alt sein oder ein für mündig erklärter Minderjähriger sein;

2° Inhaber eines dinglichen Rechts an der Wohnung sein, die Gegenstand des Antrags ist;

3° während eines Zeitraums von fünf Jahren ab der endgültigen Notifizierung der Prämiengewährung die Besichtigung der Wohnung durch die innerhalb der Verwaltung bezeichneten Beauftragten des Ministers, die die Kontrolle der Einhaltung der Gewährungsbedingungen für die Prämie vornehmen, zulassen.

Art. 5 - Die Wohnung, die Gegenstand des Antrags ist, muss hauptsächlich zu Wohnzwecken bestimmt werden, sowohl was seine Fläche als auch seine Besteuerung betrifft; innerhalb von zwölf Monaten nach dem Antrag muss sie als Hauptwohnort bewohnt werden oder die Unterbringung von einem oder mehreren Studenten als Hauptzweck haben.

Das Datum der Empfangsbestätigung des ersten Antrags auf eine Städtebaugenehmigung für die Wohnung, die Gegenstand des Antrags ist, muss vor dem 1. Dezember 1996 liegen.

In Abweichung von Absatz 2 kann bei Teilung einer Einfamilienwohnung in mehrere Wohnungen jede dieser Wohnungen Gegenstand eines Antrags sein, vorausgesetzt, dass die nutzbare Fläche der Wohnräume, aus denen die Wohnung besteht, die vom Minister in Sachen Belegung der Wohnungen festgesetzte Mindestwerte erreicht, und dass die zu teilende Wohnung die in Absatz 2 erwähnte Bedingung erfüllt.

Art. 6 - Die Sanierungsarbeiten sind in der vom Minister erstellten Liste der bezuschussbaren Arbeiten aufgeführt.

Die Rechnungen für Arbeiten oder für den Einsatz von Materialien, die in Anwendung des Wallonischen Gesetzbuches über die Raumordnung, den Städtebau, das Erbe und die Energie einer Städtebaugenehmigung bedürfen, und für die diese Genehmigung nicht erteilt oder nicht beachtet worden ist, werden nicht berücksichtigt.

Art. 7 - § 1 Unbeschadet der Bestimmungen des Artikels 2, § 2 wird die Höhe der Prämie wie folgt festgelegt, außer für die Arbeiten zur Ersetzung der Außentüren- und Fensterrahmen, zur Isolierung der Bedachung, der Außenmauern und der Fußböden der Wohnung:

1° 10 % des Betrags ohne MwSt. der berücksichtigten Rechnungen, ohne jedoch 750 Euro übersteigen zu dürfen;

2° insofern der Antragsteller und gegebenenfalls ein oder mehrere Mitglied(er) seines Haushalts aufgrund der Haushaltszusammensetzung das Volleigentum oder die volle Nutznießung der Wohnung haben und sie den Nachweis der Gesamtheit ihrer Einkommen, so wie diese in Artikel 1, 6° definiert werden, erbringen können:

a) 20 % des Betrags ohne MwSt. der berücksichtigten Rechnungen, ohne jedoch 1.480 Euro übersteigen zu dürfen, wenn das Einkommen bei einem alleinstehenden Antragsteller zwischen 20.000,01 Euro und 31.000 Euro und bei einem Antragsteller, der aufgrund der Haushaltszusammensetzung nicht alleinstehend ist, zwischen 25.000,01 Euro und 37.500 Euro liegt;

b) 30 % des Betrags ohne MwSt. der berücksichtigten Rechnungen, ohne jedoch 2.230 Euro übersteigen zu dürfen, wenn das Einkommen bei einem alleinstehenden Antragsteller zwischen 10.000,01 Euro und 20.000 Euro und bei einem Antragsteller, der aufgrund der Haushaltszusammensetzung nicht alleinstehend ist, zwischen 13.650,01 Euro und 25.000 Euro liegt;

c) 40 % des Betrags der berücksichtigten Rechnungen ohne MwSt., ohne jedoch 2.980 Euro übersteigen zu dürfen, wenn das Einkommen bei einem alleinstehenden Antragsteller 10.000 Euro und bei einem Antragsteller, der aufgrund der Haushaltszusammensetzung nicht alleinstehend ist, 13.650 Euro nicht übersteigt.

Die unter a), b) und c) erwähnten Beträge werden gemäß dem Erlass der Wallonischen Regierung vom 13. November 2008, Artikel 4, c) angepasst.

§ 2. Für den Antragsteller, der die Wohnung, die Gegenstand des Antrags ist, persönlich bewohnt, wird der gemäß § 1 bestimmte Prämienbetrag um 20 % je unterhaltberechtigtes Kind im Sinne von Artikel 1, 32°, des Gesetzbuches am Tag des Antrags erhöht.

§ 3. Die Höhe der Prämie, einschließlich der in § 2 erwähnten Erhöhung, darf zwei Drittel der Höhe der berücksichtigten Rechnungen ohne MwSt. nicht übersteigen.

§ 4. Falls der Antragsteller die Arbeiten zur Isolierung der Bedachung, der Außenmauern oder der Fußböden der Wohnung ausführt, wird der gemäß den Paragraphen 1 bis 3 bestimmte Betrag der Prämie um einen Betrag erhöht, der gemäß den Artikeln 5 bis 8 des Ministerialerlasses vom 22. März 2010 über die Modalitäten und das Verfahren zur Gewährung der Prämien zur Förderung der rationalen Energienutzung bestimmt wird, während die in Artikel 6, §§ 3 bis 5 und in Artikel 7, §§ 3 und 4 erwähnten Erhöhungen ebenfalls gewährt werden, wenn der Antragsteller, und ggf. ein oder mehrere Mitglied(er) seines Haushalts aufgrund der Haushaltszusammensetzung die Volleigentum oder die volle Nutznießung der Wohnung haben.

§ 5. Im Falle der Isolierung der Mauern und/oder Fußböden ist ein vorheriges Energieaudit, das unter Einhaltung des Verfahrens des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 1. Juni 2006 zur Festlegung der Modalitäten für die Zulassung der Auditoren zur Durchführung von Energieaudits im Bereich des Wohnungswesens oder des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 15. November 2012 über das Energieaudit einer Wohnung und des Ministerialerlasses vom 15. Juli 2013 zur Bestimmung der verschiedenen Kategorien von Energieaudits, die in Artikel 4 des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 15. November 2012 über das Energieaudit erwähnt werden, durchgeführt wird, unerlässlich. In diesem Fall wird der gemäß den § 1 bis 4 bestimmte Betrag der Prämie um die Kosten dieses Audits, inkl. MwSt., entsprechend den in der nachstehenden Tabelle aufgeführten Beträgen erhöht:

Prämiensatz	10 und 20 %	30 %	40 %
Energieaudit	60 % mit einem Höchstbetrag von 360 Euro	70 % mit einem Höchstbetrag von 420 Euro	80 % mit einem Höchstbetrag von 480 Euro

§ 6. Der Betrag der Prämie für die Arbeiten für den Ersatz der Außentüren- und Fensterrahmen ist für die von einem registrierten Unternehmer des Bausektors ausgeführten Arbeiten bestimmt und wird unter Berücksichtigung der in § 1 erwähnten Parameter wie folgt festgelegt:

Prämiensatz	10 und 20 %	30 %	40 %
Höhe der Prämie	45 Euro/m ²	50 Euro/m ²	60 Euro/m ²

Die berücksichtigte Fläche entspricht derjenigen der ersetzten Öffnungen der Außentüren- und Fensterrahmen und es werden höchstens 40 m² für die Festlegung der Höhe der Prämie berücksichtigt. Wenn nur die Verglasung ersetzt wird, werden die äußeren Abmessungen der Türen- und Fensterrahmen bei der Berechnung der Prämie nicht berücksichtigt.

Art. 8 - § 1. Der Prämienantrag wird an die Verwaltung mittels des von dieser ausgehändigten Formulars gerichtet.

§ 2. Damit der Prämienantrag als vollständig betrachtet werden kann, muss er das Folgende enthalten:

1° die genaue Identifizierung der zu sanierenden Wohnung;

2° den Auszug aus dem Bevölkerungsregister zur Bescheinigung der Haushaltszusammensetzung des Antragstellers zwischen dem Datum der Endrechnung und dem Antragsdatum;

3° eine ehrenwörtliche Erklärung zur Bescheinigung :

a) dass das Datum der Empfangsbestätigung des ersten Antrags auf eine Städtebaugenehmigung für die Wohnung, die Gegenstand des Antrags ist, vor dem 1. Dezember 1996 liegt.

b) dass innerhalb von zwölf Monaten nach dem Antrag die Wohnung als Hauptwohnort bewohnt werden oder die Unterbringung von einem oder mehreren Studenten als Hauptzweck haben wird;

c) der Natur der dinglichen Rechte des Antragstellers an der Wohnung;

4° der ausführliche Kostenvoranschlag der von dem Minister bestimmten bezuschussbaren Arbeiten, außer für die durch persönliche Arbeitsleistungen ausgeführten Arbeiten;

5° die Rechnungen der vom Minister festgelegten bezuschussbaren Arbeiten;

6° die ordnungsgemäß ausgefüllte technische Anlage, wenn sie von dem Minister verlangt wird;

7° der vorgeschriebene vorherige Abschätzungsbericht gemäß Artikel 3, Absatz 2, der von einem Taxator abgefasst wird, zur Bescheinigung, dass die Wohnung als verbesserungsfähig anerkannt ist und in dem die Liste der auszuführenden Sanierungsarbeiten, so wie sie vom Minister festgelegt worden sind, verzeichnet sind;

8° wenn die Prämie unter Berücksichtigung des Einkommens gemäß Artikel 7, § 1, 2° beantragt wird, oder wenn die in Artikel 7, § 2 vorgesehene Erhöhung beantragt wird:

a) eine Abschrift des Steuerbescheids der Heberolle über das Einkommen; mangels dessen, jegliches sonstige Belegstück zum Nachweis der Gesamtheit des Einkommens des Bezugsjahrs;

b) die ordnungsgemäß ausgefüllte(n) Bescheinigung(en) bezüglich der vom dem Antragsteller oder den Mitgliedern seines Haushalts aufgrund einer Haushaltszusammensetzung bezogenen Familienzulagen, einschließlich der erforderlichen Vermerke für die Anwendung von Artikel 1, 32°, Absatz 2 des Gesetzbuches, « unterhaltberechtigtes Kind », durch die Familienzulagenkasse, die Sozialversicherungskasse für Selbstständige oder durch jegliche sonstige zuständige Einrichtung;

c) für die Anwendung von Artikel 1, 33° des Gesetzbuches, « behinderte Person », die Behinderungsbescheinigung des Föderalen Öffentlichen Dienstes Soziale Sicherheit, die die Eigenschaft als behinderte Person feststellt und die Schwere der anerkannten Behinderung angibt.

Falls der Minister erachtet, dass die Verwaltung von authentischen Quellen anderer Verwaltungen oder Einrichtungen die notwendigen Daten zur Prüfung des Antrags unmittelbar erhalten kann, kann er den Antragsteller von deren Übermittlung an die Verwaltung befreien.

§ 3. Der Prämienantrag muss innerhalb von vier Monaten nach dem Datum der Endrechnung jeder in der vom Minister erstellten Liste erwähnten bezuschussbaren Arbeit eingereicht werden.

In Abweichung von Absatz 1 muss der Prämienantrag bezüglich der in dem Bericht festgelegten Arbeiten in den in Artikel 3, Absatz 2 erwähnten Fällen innerhalb von vier Monaten nach dem Datum der Endrechnung der letzten durchgeführten Arbeit eingereicht werden.

Wenn der Antrag mehr als fünfzig Tage nach dem Datum der Endrechnung der bezuschussbaren Arbeiten eingereicht wird, und wenn er unvollständig ist oder Belege, die für das Verständnis oder die Prüfung der in der Akte enthaltenen Elemente unerlässlich sind, erfordert, verfügt der Antragsteller über eine Frist von siebenzig Tagen, die am Tag nach der Einsendung der in Absatz 1 von Artikel 26 des Gesetzbuches erwähnten Empfangsbestätigung, läuft, um die Gesamtheit der erforderlichen Informationen einzusenden.

Falls alle Informationen, um deren Zusendung gebeten wurde, nicht innerhalb der in Absatz 1 und in Absatz 2 vorgeschriebenen Fristen zugestellt worden sind, bewirkt dies die Ablehnung der Akte, oder falls die unter 8° verlangten Belegstücke nicht zugestellt worden sind, bewirkt dies die Ablehnung einer Prämie, deren Betrag denjenigen, der in Artikel 7, § 1^o festgelegt ist, übersteigt.

§ 4. Als Datum des Antrags gilt das Datum, an dem der Poststempel auf die Sendung mit den sämtlichen erforderlichen Unterlagen, oder ggf. mit den in § 4, Absatz 2 erwähnten Unterlage(n) zur Vervollständigung des Antrags aufgedrückt worden ist.

Art. 9 - Die Verwaltung kann beantragen, dass eine Untersuchung von einem Taxator durchgeführt wird, um die Übereinstimmung der ausgeführten Arbeiten mit den Anforderungen der Gesetzgebung zu bestätigen.

Wenn die Verwaltung beschließt, eine Untersuchung gemäß Absatz 1 durchführen zu lassen, stellt sie dem Antragsteller ihren endgültigen Gewährungsbeschluss zu, wobei die Berechnung des ihm auszahlenden Prämienbetrags genau erläutert wird, oder sie teilt ihm die Gründe mit, aus denen diese Notifizierung ihm nicht ausgestellt wird, innerhalb von drei Monaten ab dem Eingang des Untersuchungsberichts.

Wenn der Taxator feststellt, dass alle berechneten Arbeiten nicht durchgeführt worden sind, oder dass die geleisteten Arbeiten nicht zur Beseitigung der betroffenen Ursache der gesundheitlichen Unzuträglichkeit geführt hat, kann die Verwaltung eine Verlängerung der Frist für die Ausführung der Arbeiten um höchstens zwölf Monate einräumen.

Art. 10 - Innerhalb von drei Monaten ab dem Eingang des Antrags stellt die Verwaltung dem Antragsteller ihren endgültigen Gewährungsbeschluss zu, wobei die Berechnung der ausgezahlten Prämien genau erläutert wird, oder sie teilt ihm die Gründe mit, aus denen diese Notifizierung ihm nicht ausgestellt wird, außer in dem in Artikel 9, Absatz 2 vorgesehenen Fall.

Wenn dem Antragsteller keine in Artikel 7, § 1, 2°, § 4 und § 6 vorgesehene Prämie oder keine der in Artikel 7, § 2, § 4 und § 5 erwähnten Erhöhungen, auf die er seiner Ansicht nach Anspruch hat, gewährt worden ist, übermittelt er der Verwaltung spätestens innerhalb eines Monats nach dem Versand der in Absatz 1 oder in Artikel 9, Absatz 2 erwähnten Notifizierung, jegliche Unterlage zum Nachweis des Rechts auf diese Prämie oder auf diese Erhöhung.

Der in Artikel 27 des Gesetzbuches vorgesehene Einspruch wird durch ein mit Gründen versehenes Schreiben an die Verwaltung beim Minister eingereicht.

Art. 11 - Die Leistungen des Taxators sind unentgeltlich.

Ein Taxator darf weder für seinen eigenen Prämienantrag noch für denjenigen eines Verwandten oder Verschwägerten bis zum zweiten Grad einschließlich in dieser Eigenschaft handeln.

Die Sanierungsarbeiten dürfen nicht von einem Unternehmen ausgeführt werden, an dem der Taxator persönlich, direkt oder indirekt beteiligt ist.

Art. 12 - Der Empfänger einer Prämie muss diese zurückzahlen:

1° wenn sich nach der in Artikel 4, 3° erwähnten Kontrolle herausstellt, dass die Gewährungsbedingungen nicht beachtet worden sind;

2° wenn eine falsche oder unvollständige Erklärung abgegeben wurde, um die Prämie oder jegliche Prämien-erhöhung, die durch den vorliegenden Erlass gewährt wird, zu erhalten;

Der in Artikel 28 des Gesetzbuches vorgesehene Einspruch wird durch ein mit Gründen versehenes Schreiben an die Verwaltung beim Minister eingereicht.

Die Eintreibung wird durch die Abteilung Kassenwesen der ressortübergreifenden Generaldirektion Haushalt, Logistik und Informations- und Kommunikationstechnologie des öffentlichen Dienstes der Wallonie auf Initiative der Verwaltung vorgenommen.

Art. 13 - Der Erlass der Wallonischen Regierung vom 21. Januar 1999 zur Einführung einer Prämie für die Sanierung verbesserungsfähiger Wohnungen, die in der Wallonischen Region gelegen sind, abgeändert durch die Erlasse vom 7. September 2000, vom 27. März 2001, vom 13. Dezember 2001, vom 29. November 2007, vom 31. Januar 2008, vom 19. März 2009, vom 4. Februar 2010, vom 9. September 2010, vom 15. Dezember 2011 und vom 20. September 2012, wird aufgehoben.

Übergangsweise findet der in Absatz 1 erwähnte Erlass weiterhin Anwendung auf die Prämienanträge, die vor seiner Aufhebung eingereicht worden sind;

Wenn der Antragssteller oder ein Mitglied seines Haushalts aufgrund der Haushaltszusammensetzung oder ein Miteigentümer vor der Notifizierung des Beschlusses zur Gewährung der vorher schon beantragten Prämie(n) aufgrund von dem in Absatz 1 erwähnten Erlass oder im Laufe des Zeitraums von 4 Jahren ab dem Tag dieser aufgrund von dem in Absatz 1 erwähnten Erlass zugestellten Notifizierung einen neuen Antrag einreicht, sind die in Artikel 2, § 2 festgelegten Begrenzungen anwendbar.

Art. 14 - Der vorliegende Erlass tritt am 1. September 2014 in Kraft.

Art. 15 - Der Minister, zu dessen Zuständigkeitsbereich das Wohnungswesen gehört, wird mit der Durchführung des vorliegenden Erlasses beauftragt.

Namur, den 13. März 2014

Der Minister-Präsident

R. DEMOTTE

Der Minister für nachhaltige Entwicklung und den öffentlichen Dienst

J.-M. NOLLET

VERTALING

WAALSE OVERHEIDSDIENST

[2014/202017]

**13 MAART 2014. — Besluit van de Waalse Regering
tot invoering van een premie voor de renovatie van verbeterbare woningen**

De Waalse Regering,

Gelet op het Waals Wetboek van Huisvesting en Duurzaam Wonen, inzonderheid op de artikelen 16, 24, 25, 26, 27 en 28, gewijzigd bij artikel 26 van het decreet van 12 februari 2012;

Gelet op het besluit van de Waalse Regering van 21 januari 1999 tot invoering van een premie voor de renovatie van verbeterbare ongezonde woningen gelegen in het Waalse Gewest, gewijzigd bij de besluiten van 7 september 2000, 27 maart 2001, 13 december 2011, 29 november 2007, 31 januari 2008, 19 maart 2009, 4 februari 2010, 9 september 2010, 15 december 2011 en 20 september 2012;

Gelet op het advies van de Inspectie van Financiën, gegeven op 30 oktober 2013;

Gelet op de instemming van de Minister van Begroting, gegeven op 14 november 2013;

Gelet op advies 54.538/4 van de Raad van State, gegeven op 29 januari 2014, overeenkomstig artikel 84, § 1, van de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973;

Op de voordracht van de Minister van Huisvesting;

Na beraadslaging,

Besluit :

Artikel 1. Voor de toepassing van dit besluit wordt verstaan onder :

1° Minister : de Minister bevoegd voor Huisvesting;

2° bestuur : het Operationeel Directoraat-generaal Ruimtelijke Ordening, Wonen, Erfgoed en Energie;

3° Wetboek : het Waalse Wetboek van Huisvesting en Duurzaam Wonen;

4° schatter : de natuurlijke persoon die door de Minister als openbare schatter aangewezen wordt :

a) onder de ambtenaren van het bestuur :

b) onder de personen aangewezen door de "Société wallonne du Crédit social" (Waalse Maatschappij voor Sociaal Krediet) of het "Fonds du Logement des Familles nombreuses de Wallonie" (Huisvestingsfonds voor de Kroostrijke Gezinnen van Wallonië), al naar gelang de aanvrager bij één van beide instellingen verzoekt om een lening tegen verminderde rentevoet;

5° aannemer : persoon die de aanvrager de krachtens dit besluit in aanmerking komende werken en prestaties levert en factureert;

6° inkomsten : het globaal belastbare inkomen met betrekking tot het volledige voorlaatste jaar voorafgaand aan de aanvraag, zoals blijkt uit het aanslagbiljet of elk daarmee gelijkgesteld bewijsstuk. Voor de personen die salarissen, lonen of emolumenten genieten die vrij zijn van rijksbelastingen, legt de aanvrager een attest voor van de persoon die het inkomen verschuldigd is met vermelding van het totaal aantal salarissen, lonen of emolumenten die hij geniet, om de belastbare grondslag te kunnen bepalen zoals die zich zou hebben voorgedaan als de betrokken inkomens het voorwerp zouden zijn geweest van de belasting die onder het gemene recht valt.

Voor de toepassing van het eerste lid wordt geen rekening gehouden met gezinsbijslagen of wezenbijslagen.

Voor de bepalingen van het in eerste lid bedoelde inkomen wordt rekening gehouden met alle inkomsten van de aanvrager en zijn gezin op grond van de gezinssamenstelling.

De inkomsten worden met 1.860 euro per kind ten laste verminderd. Dat bedrag wordt aangepast overeenkomstig het besluit van de Waalse Regering van 13 november 2008, art. 4, c).

In geval van scheiding van de aanvrager tussen het referentiejaar voor de inkomsten en het indienen van de aanvraag wordt geen rekening gehouden met de eventuele toepassing van het huwelijksquotiënt voor de in aanmerking genomen inkomsten.

Art. 2. § 1. Onder de bij dit besluit bepaalde voorwaarden verleent het Gewest een renovatiepremie aan de gezinnen die een verbeterbare woning renoveren.

§ 2. Indien de aanvrager of een lid van zijn gezin op grond van de gezinssamenstelling, of een medeëigenaar een nieuwe aanvraag indient vóór de kennisgeving van de toekenning van de vroeger aangevraagde premie(s) of in de loop van de periode van vier jaar vanaf de datum van die kennisgeving :

1° mag het in artikel 7, § 1, bedoelde premiebedrag waarop hij aanspraak kan maken, samen met het bedrag (de bedragen) van bovenvermelde premies, niet hoger zijn dan de criteria bepaald in artikel 7, § 1, namelijk :

a) 750 euro;

b) 1.480 euro;

c) 2.230 euro;

d) 2.980 euro;

2° mag de overeenkomstig artikel 7, § 6, in aanmerking genomen oppervlakte van de buitenschrijnwerken, toegevoegd aan de oppervlakte die in aanmerking is genomen in de vorige dossiers waarvoor de aanvraag vanaf 1 mei 2010 wordt ingediend, niet meer dan 40 m² bedragen.

De in het eerste lid bedoelde aanvraag wordt voor eenzelfde woning ingediend :

1° ofwel overeenkomstig dit besluit;

2° ofwel overeenkomstig het besluit van de Waalse Regering van 21 januari 1999 tot invoering van een premie voor de renovatie van verbeterbare woningen.

§ 3. Voor elke premieaanvraag is het bedrag van de in aanmerking komende werken minstens 2.000 euro, exclusief BTW, behoudens als de werken geheel of gedeeltelijk uitgevoerd zijn met materialen aangekocht door de aanvrager, verwerkt in de woning en waarvan de aankoop bewezen wordt door het voorleggen van facturen die samen een minimumbedrag van 1.000 euro uitmaken, exclusief btw.

Het minimumbedrag van 2.000 € bedoeld in het eerste lid wordt verminderd tot 1.000 € wanneer het betrekking heeft op werken ter vervanging van het buitenschrijnerwerk en tot 500 euro voor de werken om de aanwezigheid van radon te verhelpen.

De kosten van de energie-audit bedoeld in artikel 7, § 5, is niet ingebrepen in het bedrag van de in aanmerking genomen werken.

§ 4. Voor dezelfde werken kan de aanvrager niet tegelijk aanspraak maken op een andere tegemoetkoming van het Waalse Gewest.

§ 5. Voor om het even welke werken die in dezelfde woning worden uitgevoerd, mag de aanvrager of een lid van zijn gezin op grond van de gezinssamenstelling of een medeëigenaar die in aanmerking is gekomen voor een door het Waalse Gewest ingevoerde bouw- of herstructureringspremie en aan wie na 1 december 1996 definitief kennis gegeven werd van de toekenning, geen premie-aanvraag krachtens dit besluit indienen. Deze bepaling is niet van toepassing op de werken ter vervanging van buitenschrijnwerken.

Art. 3. Elke aanvrager kan een beroep doen op een schatter om de ongezondheidsorzaken in de woning die het voorwerp uitmaakt van de aanvraag, en de werken om ze te verhelpen te bepalen.

In afwijking van het eerste lid is de uitvoering van een voorafgaandelijk onderzoek door een schatter in bepaalde gevallen verplicht.

Wanneer een schatter overeenkomstig het tweede lid is tussengekomen, moeten alle werken bedoeld in zijn verslag binnen twee jaar na het verslag uitgevoerd en gefactureerd worden.

Art. 4. Op de datum van de premieaanvraag :

1° is de aanvrager minstens 18 jaar oud of ontvoogd minderjarige;

2° is hij houder van een zakelijk recht op de woning die het voorwerp uitmaakt van de aanvraag;

3° laat de aanvrager de woning bezichtigen door de binnen het bestuur aangewezen afgevaardigden van de Minister, die belast zijn met de controle op de naleving van de voorwaarden voor de toekenning van de premie, tot het einde van een periode van vijf jaar vanaf de definitieve kennisgeving van de toekenning.

Art. 5. De woning waarvoor een aanvraag is ingediend moet, zowel inzake de oppervlakte als op fiscaal vlak, hoofdzakelijk voor bewoning bestemd zijn; binnen twaalf maanden na de aanvraag moet ze als hoofdverblijf bewoond worden of voor de huisvesting van één of meer studenten dienen.

De datum van het bericht van ontvangst van de eerste aanvraag tot stedenbouwkundige vergunning voor de woning die het voorwerp van de aanvraag is moet aan 1 december 1996 voorafgaan.

In afwijking van het tweede lid en in geval van verdeling van een eengezinswoning in verschillende woningen kan elk van die woningen het voorwerp uitmaken van een aanvraag op voorwaarde dat de bewoonbare oppervlakte van de woonkamers die de woning omvat, de minima bepaald door de Minister inzake het betrekken van de woning, bereikt en dat de aan de verdeling onderworpen woning de in het tweede lid bepaalde voorwaarde vervult.

Art. 6. De renovatiewerken worden opgenomen in de lijst van de subsidieerbare werken die bepaald is door de Minister.

De facturen betreffende werken of de uitvoering van materialen waarvoor overeenkomstig het Wetboek van Ruimtelijke Ordening, Stedenbouw, Erfgoed en Energie een stedenbouwkundige vergunning wordt vereist en waarvoor de vergunning niet toegekend of nageleefd is, worden niet in aanmerking genomen.

Behalve voor werken ter vervanging van buitenschrijnwerken, voor isolatiewerken verricht aan het dak, de buitenmuren of de plankenvloeren wordt het bedrag van de premie, onverminderd de bepalingen van artikel 2, § 2, vastgelegd als volgt :

1° 10 % van het bedrag van de in aanmerking genomen facturen, exclusief btw, met een maximum bedrag van 750 €;

2° voor zover de aanvrager en, in voorkomend geval, één of meerdere leden van zijn gezin op grond van de gezinssamenstelling, de woning in volle eigendom of het volle vruchtgebruik bezitten en ze het bewijs kunnen leveren van hun gehele inkomens, zoals bepaald in artikel 1, 6° :

a) 20 % van het bedrag van de in aanmerking genomen facturen, exclusief btw met een maximumbedrag van 1.480 € indien het inkomen tussen 20.000,01 € en 31.000 € is inbegrepen voor de alleenstaande aanvrager en tussen 25.000,01 € en 37.500 € voor de aanvrager die op grond van de gezinssamenstelling niet alleenstaand is;

b) 30 % van het bedrag van de in aanmerking genomen facturen, exclusief btw met een maximumbedrag van 2.230 € indien het inkomen tussen 10.000,01 € en 20.000 € is inbegrepen voor de alleenstaande aanvrager en tussen 25.000,01 € en 25.000 € voor de aanvrager die op grond van de gezinssamenstelling niet alleenstaand is;

c) 40 % van het bedrag van de in aanmerking genomen facturen, exclusief btw met een maximumbedrag van 2.980 € indien het inkomen niet hoger is dan 10.000 € voor de alleenstaande aanvrager en 13.650 € voor de aanvrager die op grond van de gezinssamenstelling niet alleenstaand is.

De in a), b), c), bedoelde bedragen worden aangepast overeenkomstig het besluit van de Waalse Regering van 13 november 2008, artikel 4, c).

§ 2. Voor de aanvrager die de woning waarvoor een aanvraag is ingediend, persoonlijk betreft, wordt het overeenkomstig § 1 bepaalde bedrag van de premie met 20 % per kind ten laste zoals bepaald in artikel 1, 32, van het Wetboek op de datum van de aanvraag verhoogd.

§ 3. Het bedrag van de premie, met inbegrip van de in § 2 bedoelde verhoging, mag niet hoger zijn dan twee derde van het bedrag van de in aanmerking genomen facturen, exclusief btw.

§ 4. In het geval waarin de aanvrager isolatiewerken verricht aan het dak, de buitenmuren of de plankenvloeren van de woning wordt het bedrag van de premie, berekend overeenkomstig paragrafen 1 tot 3, verhoogd met een bedrag bepaald bij de artikelen 5 tot 8 van het ministerieel besluit 22 maart 2010 betreffende de modaliteiten en de procedure voor de toekenning van premies ter bevordering van rationeel energiegebruik terwijl de in artikel 6, §§ 3 tot 5, en in artikel 7, §§ 3 tot 4, bedoelde verhogingen ook toegekend worden wanneer de aanvrager en, in voorkomend geval, één of meerdere leden van zijn gezin op grond van de gezinssamenstelling, de woning in volle eigendom of het volle vruchtgebruik ervan bezitten.

§ 5. Bij isolatie van de muren en/of de plankenvloeren is een voorafgaande energie-audit van de woning, uitgevoerd overeenkomstig de procedure bepaald bij het besluit van de Waalse Regering van 1 juni 2006 tot vastlegging van de erkenningsmodaliteiten voor de auditers die energieaudits in de huisvestingssector uitvoeren, of overeenkomstig het besluit van de Waalse Regering van 15 november 2012 betreffende de energie-audit van een woning en het ministerieel besluit van 15 juli 2013 tot bepaling van de verschillende categorieën energie-audit bedoeld in artikel 4 van het besluit van de Waalse Regering van 15 november 2012 betreffende de energie-audit van een woning onontbeerlijk. In dat geval wordt het bedrag van de premie, berekend overeenkomstig § 1 tot 4, verhoogd met de kostprijs, btw inbegrepen, van die audit, ter hoogte van het bedrag opgenomen in onderstaande tabel :

Percentage van de premie	10 en 20 procent	30 procent	40 procent
Energie-audit	60 procent met een maximum van 360 euro	70 procent met een maximum van 420 euro	80 procent met een maximum van 480 euro

§ 6. Het bedrag van de premie voor de werken ter vervanging van buitenschrijnwerken wordt bestemd voor de werken die uitgevoerd worden door een geregistreerde aannemer van de bouwsector en vastgelegd als volgt, rekening houdend met de parameters bedoeld in § 1 :

Percentage van de premie	10 en 20 procent	30 procent	40 procent
Bedrag van de premie	45 euro/m ²	50 euro/m ²	60 euro/m ²

De in rekening genomen oppervlakte is die van de openingen van de geplaatste buitenschrijnwerken, en een maximum van 40 m² wordt in aanmerking genomen om het bedrag van de premie vast te stellen. Wanneer enkel het glaswerk vervangen wordt, worden de buitenafmetingen van het raamwerk niet in aanmerking genomen bij de berekening van de premie.

Art. 8. § 1. De premieaanvraag wordt per brief aan het Bestuur gericht d.m.v. een formulier die door hem opgemaakt wordt.

§ 2. De premieaanvraag wordt als volledig beschouwd als ze de volgende gegevens bevat :

1° de duidelijke identificatie van de te renoveren woning;

2° het uittreksel uit het bevolkingsregister met de gezinssamenstelling van de aanvrager tussen de datum van de eindfactuur en de datum van de aanvraag;

3° een verklaring op erewoord waaruit blijkt :

a) dat de datum van het bericht van ontvangst van de eerste aanvraag tot stedenbouwkundige vergunning voor de woning die het voorwerp van de aanvraag is, aan 1 december 1996 moet voorafgaan;

b) dat de woning binnen twaalf maanden na de aanvraag als hoofdverblijf zal bewoond worden of voor de huisvesting van één of meer studenten zal dienen;

c) de aard van de zakelijke rechten op de woning;

4° het uitvoerig bestek van de door de Minister bepaalde subsidieerbare werken behalve de werken uitgevoerd door persoonlijke arbeidskrachten;

5° de facturen van de door de Minister bepaalde subsidieerbare werken;

6° de technische bijlage, behoorlijk ingevuld, wanneer ze door de Minister wordt vereist;

7° het voorafgaande en verplichte verslag overeenkomstig artikel 3, tweede lid, opgemaakt door een schatter en waaruit blijkt dat de woning als verbeterbaar wordt erkend en waarin de lijst van de door de Minister bepaalde renovatiewerken wordt vermeld;

8° wanneer de premie naar gelang van de inkomsten aangevraagd wordt overeenkomstig artikel 7, § 1, 2°, of wanneer de in artikel 7, § 2, bedoelde verhoging wordt aangevraagd :

a) een afschrift van het aanslagbiljet inzake de inkomsten; bij gebrek, elk ander bewijsstuk waarmee de hele inkomsten van het referentiejaar kunnen worden bepaald;

b) het/de attest/en betreffende de kinderbijslag ontvangen door de aanvrager of de leden van zijn gezin op grond van een gezinssamenstelling, behoorlijk ingevuld, m.i.v. de noodzakelijke vermeldingen ten gunste van de toepassing van artikel 1, 32, tweede lid van het Wetboek, gehandicapt kind ten laste, door de Kinderbijslagkas, de Sociale verzekeringskas voor zelfstandige werknemers, of elke andere bevoegde instelling;

c) voor de toepassing van artikel 1, 33°, van het Wetboek, gehandicapte persoon, het attest van de Federale Overheidsdienst Sociale zekerheid waarbij de hoedanigheid van gehandicapte persoon wordt vastgesteld en waarbij het erkende percentage van de handicap wordt bepaald.

Als de Minister acht dat het Bestuur de nodige gegevens voor het onderzoek van de aanvraag rechtstreeks bij authentieke bronnen van andere administraties of instellingen kan verkrijgen, kan hij de aanvrager van de verplichting ontslaan die gegevens aan het Bestuur over te maken.

§ 3. De premieaanvraag moet binnen vier maanden na de datum van de eindfactuur van elk subsidieerbaar werk opgenomen in de door de Minister opgemaakte lijst ingediend worden.

In afwijking van het eerste lid en in de gevallen bedoeld in artikel 3, tweede lid, moet de premieaanvraag betreffende de werken bepaald in het verslag binnen vier maanden na de datum van de eindfactuur van het laatste verrichte werk ingediend worden.

Als de aanvraag meer dan vijftig dagen na de datum van de eindfactuur van de subsidieerbare werken ingediend wordt en onvolledig is of bewijsstukken eist die noodzakelijk geacht worden voor het begrip of de verificatie van de elementen van het dossier, beschikt de aanvrager over een termijn van zeventig dagen, die ingaat op de dag na die waarop het in het eerste lid van artikel 26 van het Wetboek bedoelde bericht van ontvangst verzonden wordt, om het geheel van de vereiste gegevens mede te delen.

Als het geheel van de vereiste gegevens niet medegedeeld wordt binnen de termijnen voorgeschreven in het eerste en het tweede lid, wordt het dossier verworpen of als de in 8° vereiste stukken niet medegedeeld worden, wordt de premie met een bedrag hoger dan dat bepaald in artikel 7, § 1, 1°, geweigerd.

§ 4. Als datum van de aanvraag geldt die van de poststempel die voorkomt op de verzending die alle vereiste documenten bevat of, in voorkomend geval, de in § 4, tweede lid, opgeëiste gegevens die de aanvraag aanvullen.

Art. 9. Het bestuur kan vragen dat door een openbare schatter een onderzoek gevoerd worden om te bevestigen dat de werken zijn uitgevoerd overeenkomstig de voorschriften van de regelgeving.

Indien het bestuur beslist een onderzoek overeenkomstig het eerste lid te verrichten, geeft het de aanvrager kennis van zijn definitieve beslissing tot toekenning, met een uitvoerige berekening van het premiebedrag dat hem gestort zal worden, of deelt het hem de redenen mee waarom die kennisgeving hem niet binnen drie maanden na ontvangst van het onderzoeksrapport afgegeven kan worden.

Wanneer de schatter vaststelt dat niet alle gefactureerde werken zijn uitgevoerd of dat het uitgevoerde werk niet de verwijdering van de betrokken ongezondheidsfactor als gevolg heeft gehad, kan het bestuur een verlenging van de uitvoeringstermijn van de werken voor maximum twaalf maanden toekennen.

Art. 10. Het bestuur geeft de aanvrager binnen 3 maanden na ontvangst van de datum van de aanvraag kennis van zijn definitieve beslissing tot toekenning, met een uitvoerige berekening van het toegekende premiebedrag, of deelt ze hem de redenen mee waarom die kennisgeving hem niet afgegeven kan worden, behalve het geval bedoeld in artikel 9, tweede lid.

Indien de aanvrager niet in aanmerking is gekomen voor de premie bedoeld in artikel 7, § 1, 2°, § 4 en § 6 of voor één van de in artikel 7, § 2, § 4 en § 5, bedoelde verhogingen waarop hij aanspraak kan maken, stuurt hij het bestuur uiterlijk één maand na de verzending van de in het eerste lid of in het eerste lid of in het tweede lid, bedoelde kennisgeving ieder document waarbij het recht op deze verhoging wordt vastgesteld.

Het in artikel 27 van het Wetboek bedoelde beroep wordt bij gemotiveerd schrijven gericht aan het bestuur ingediend bij de Minister.

Art. 11. De prestaties van de schatter zijn kosteloos.

De schatter kan voor zijn eigen premieaanvraag noch voor een bloed- of aanverwante tot en met de tweede graad in deze hoedanigheid optreden.

De renovatiewerken mogen niet uitgevoerd worden door een onderneming waarbij de schatter, hetzij persoonlijk, hetzij via tussenpersonen, enig belang heeft.

Art. 12. De premiegerechtigde dient de premie terug te betalen :

1° indien na de controle bedoeld in artikel 4, 3° blijkt dat de toekenningsvoorwaarden niet vervuld zijn;

2° in geval van onjuiste of onvolledige opgave met het oog op het verkrijgen van de premie of van iedere verhoogde premie die bij dit besluit wordt verleend.

Het in artikel 28 van het Wetboek bedoelde beroep wordt bij gemotiveerd schrijven gericht aan het bestuur ingediend bij de Minister.

De invordering wordt op initiatief van het bestuur, door de afdeling Thesaurie van het Overkoepelend Directoraat-generaal Begroting, Logistiek en Informatie- en Communicatietechnologieën van de Waalse Overheidsdienst uitgevoerd.

Art. 13. Het besluit van de Waalse Regering van 21 januari 1999 tot invoering van een premie voor de renovatie van verbeterbare ongezonde woningen gelegen in het Waalse Gewest, gewijzigd bij de besluiten van 7 september 2000, 27 maart 2001, 13 december 2011, 29 november 2007, 31 januari 2008, 19 maart 2009, 4 februari 2010, 9 september 2010, 15 december 2011 en 20 september 2012 wordt opgeheven.

Bij wijze van overgangsmaatregel blijft het in het eerste lid bedoelde besluit van toepassing op de premieaanvragen die voor de opheffing ervan zijn ingediend.

Indien de aanvrager of een lid van zijn gezin op grond van de gezinssamenstelling, of een medeëigenaar een nieuwe aanvraag indient vóór de kennisgeving van de toekenning van de op grond van het in eerste lid bedoelde besluit vroeger aangevraagde premie(s) of in de loop van de periode van vier jaar vanaf de datum van de kennisgeving verleend op grond van het in het eerste lid bedoelde besluit, zijn de in artikel 2, § 2, bedoelde perken van toepassing.

Art. 14. Dit besluit treedt in werking op 1 september 2014.

Art. 15. De Minister van Huisvesting is belast met de uitvoering van dit besluit.

Namen, 13 maart 2014.

De Minister-President,
R. DEMOTTE

De Minister van Duurzame Ontwikkeling en Ambtenarenzaken,
J.-M. NOLLET

BRUSSELS HOOFDSTEDELIJK GEWEST — REGION DE BRUXELLES-CAPITALE

BRUSSELS HOOFDSTEDELIJK GEWEST

[C – 2014/31170]

19 DECEMBER 2013. — Besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering waarbij het Brussels Instituut voor Milieubeheer ertoe gemachtigd wordt 483 contractuele personeelsleden in dienst te nemen of te houden om te voldoen aan uitzonderlijke en tijdelijke personeelsbehoeften

De Brusselse Hoofdstedelijke Regering,

Gelet op de bijzondere wet van 12 januari 1989 met betrekking tot de Brusselse instellingen, inzonderheid op artikel 40;

Gelet op het koninklijk besluit van 8 maart 1989 tot oprichting van het Brussels Instituut voor Milieubeheer zoals gewijzigd door de Ordonnanties van 27 april 1995 en 29 maart 2001;

Gelet op het koninklijk besluit van 22 december 2000 tot bepaling van de algemene principes van het administratief en geldelijk statuut van de rijksambtenaren die van toepassing zijn op het personeel van de diensten van de Gemeenschaps- en Gewestregeringen en van de Colleges van de Gemeenschappelijke Gemeenschapscommissie en van de Franse Gemeenschapscommissie, alsook op de publiekrechtelijke rechtspersonen die ervan afhangen;

REGION DE BRUXELLES-CAPITALE

[C – 2014/31170]

19 DECEMBRE 2013. — Arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale autorisant l'Institut bruxellois pour la Gestion de l'Environnement à engager ou à maintenir en service 483 membres du personnel contractuel en vue de répondre à des besoins exceptionnels et temporaires en personnel

Le Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale,

Vu la loi spéciale du 12 janvier 1989 relative aux institutions bruxelloises, notamment l'article 40;

Vu l'arrêté royal du 8 mars 1989 créant l'Institut Bruxellois pour la Gestion de l'Environnement tel que modifié par les ordonnances du 27 avril 1995 et du 29 mars 2001;

Vu l'arrêté royal du 22 décembre 2000 fixant les principes généraux du statut administratif et pécuniaire des agents de l'Etat applicables au personnel des services des Gouvernements de Communauté et de Région et des Collèges de la Commission communautaire commune et de la Commission communautaire française ainsi qu'aux personnes de droit public qui en dépendent;